

**Convention collective**

IDCC : 9221. – **EXPLOITATIONS DE POLYCLTURE, D'ÉLEVAGE  
ET DE CULTURES LÉGUMIÈRES DE PLEIN CHAMP  
(CÔTES-D'ARMOR)  
(26 octobre 1982)**

(Etendue par arrêté du 15 mars 1983,  
*Journal officiel* du 29 mars 1983)

■ *Journal officiel* du 9 février 2007

**Arrêté du 26 janvier 2007 portant extension d'un avenant à la  
convention collective de travail concernant les exploitations de  
polyculture, d'élevage et de cultures légumières de plein champ  
du département des Côtes-d'Armor (n° 9221)**

NOR : AGRF0700262A

Le ministre de l'agriculture et de la pêche,  
Sur la proposition du directeur général de la forêt et des affaires rurales,

Vu le titre III du livre I<sup>er</sup> du code du travail (parties Législative et Réglementaire), et notamment les articles L. 131-3, L. 133-8, L. 133-9, L. 133-14, R. 133-1, R. 133-2, L. 136-2 et L. 136-3 ;

Vu l'article L. 727-3 du code rural ;

Vu l'arrêté du 15 mars 1983 portant extension de la convention collective de travail du 26 octobre 1982 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage et de cultures légumières de plein champ du département des Côtes-d'Armor et les arrêtés successifs portant extension des avenants à ladite convention ;

Vu l'avenant du 4 juillet 2006 à la convention susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis relatif à l'extension publié au *Journal officiel* du 18 novembre 2006 ;

Vu l'avis motivé de la sous-commission agricole des conventions et accords de la Commission nationale de la négociation collective ;

Vu l'accord donné par le ministre de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement,

Arrête :

### Article 1<sup>er</sup>

Les dispositions de l'avenant n° 80 du 4 juillet 2006 (Classification des emplois) à la convention collective de travail du 26 octobre 1982 concernant les exploitations de polyculture, d'élevage et de cultures légumières de plein champ du département des Côtes-d'Armor sont rendues obligatoires pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application professionnel et territorial de ladite convention.

### Article 2

L'extension des effets et sanctions de l'avenant visé à l'article 1<sup>er</sup> est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par ledit avenant.

### Article 3

Le directeur général de la forêt et des affaires rurales est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 26 janvier 2007.

Pour le ministre et par délégation :  
Par empêchement du directeur général  
de la forêt et des affaires rurales :  
*Le directeur du travail,*  
J.-P. MAZERY

*Nota.* – Le texte de cet avenant a été publié au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2006/49 en date du 6 janvier 2007, disponible à la Direction des Journaux officiels, 26, rue Desaix, 75727 Paris Cedex 15, au prix de 7,61 €.